

*Les subsides*

L'impôt sur les charges salariales instauré par le gouvernement néo-démocrate a également suscité d'autres réactions au Manitoba. M. Lloyd McGinnis, président de la Chambre de commerce de Winnipeg a déclaré que la municipalité et la province auraient du mal à attirer de nouvelles industries si les employeurs devaient payer cette forme d'impôt. Le résultat est le même qu'avec le Programme énergétique national qui a chassé les plates-formes de forage. On pouvait voir ces dernières alignées sur des milles, attendant d'entrer aux États-Unis où elles étaient les bienvenues. N'oublions pas non plus les industries touchées en Ontario. Des centaines d'entre elles ont subi les conséquences du Programme énergétique national. Elles ont licencié du personnel et perdu des clients à cause de ce programme nationaliste instauré par le gouvernement libéral avec l'appui incondtionnel du NPD.

M. Alan McLaughlin, président de la section manitobaine de l'Investment Dealers Association, a déclaré que cet impôt obligerait également certaines entreprises à réviser leurs besoins en main-d'œuvre. M. Leo Quigley, porte-parole du Canadien National, estime que cela pourrait avoir des conséquences néfastes pour les employeurs. Aucun doute là-dessus. Le chef de l'opposition, M. Sterling Lyon, s'attendait à une majoration de la taxe de vente. Cela a été fait également, monsieur le Président. Depuis que nous avons un gouvernement néo-démocrate au Manitoba, nous avons de nouvelles taxes sur l'essence, un impôt sur les salaires, de nouvelles taxes sur l'électricité et une majoration de la taxe de vente. Voilà ce qu'a fait le soi-disant parti du peuple. M. Lyon a qualifié la taxe sur les charges salariales de taxe de vente camouflée. Il estime qu'en fin de compte, ce sont les consommateurs qui paieront. Aucun doute là-dessus.

La taxe sur les charges salariales a fait du tort aux hôpitaux. Les contribuables municipaux devront peut-être sauver les hôpitaux ruraux de la faillite. Ils s'endettent à cause de ce nouvel impôt. Plusieurs administrateurs d'hôpitaux ont dit que l'impôt sur les salaires alourdissait terriblement leur déficit. Ils ignorent où ils vont trouver cet argent.

Pendant les élections fédérales, les candidats néo-démocrates se prétendent les seuls à s'intéresser à la santé. Néanmoins, le gouvernement néo-démocrate a instauré cet impôt qui alourdit le fardeau des hôpitaux de la province. J'en reparlerai aux prochaines élections fédérales. Je rappellerai aux Manitobains les fausses promesses que les néo-démocrates ne manquent jamais de faire au sujet de la santé. Le gouvernement néo-démocrate déclare qu'il a éliminé tout le gaspillage et que les municipalités pourraient avoir à augmenter l'impôt foncier pour l'aider à réduire le déficit. Comme vous pouvez voir, personne n'a échappé à cet impôt régressif au Manitoba. La taxe de 1.5 p. 100 sur les salaires nous prend à la gorge a déclaré un des administrateurs qui veut conserver l'anonymat. Les contribuables ne seront guère contents de se voir imposer une taxe sur les hôpitaux. Ces derniers ne pourront pas embaucher du personnel supplémentaire à cause de ce fardeau imposé à tous les établissements hospitaliers du Manitoba.

De plus, le gouvernement néo-démocrate a annoncé au début d'avril un programme de capital-risque auquel il affecterait un million de dollars. Je suis curieux de voir combien de capital de

risque le NPD attirera d'autres régions du pays. Seuls des chevaliers d'industrie se laisseront tenter par un programme de ce genre dans une province néo-démocrate. Ils saisiront sans aucun doute cette occasion, puisque ce sont les Manitobains qui financeront leurs entreprises.

J'ai ici des statistiques recueillies entre 1969 et 1977, lorsque le NPD était au pouvoir, les emplois et les débouchés pour les jeunes ont diminué. Ces chiffres proviennent d'un conseiller en placements qui a aidé des entreprises à quitter le Manitoba entre 1969 et 1977. Il donne une liste des sommes retirées de la province, chiffres très difficiles à obtenir, car rares sont les investisseurs qui annoncent dans les journaux qu'ils quittent une province ou un pays avec leur argent. Le conseiller en placements signale:

Dans les pays, ou, en ce qui nous concerne, les provinces à tendance nationaliste, gauchiste ou fortement bureaucratique, les entrepreneurs dynamiques et prospères ne se sentent pas à l'aise.

De toute évidence, la situation au Manitoba est difficile pour les entreprises en raison de cet impôt prélevé sur les travailleurs.

J'ai ici les statistiques d'un certain nombre d'entreprises et de particuliers qui ont retiré leur argent du Manitoba, car ils ne faisaient simplement pas confiance au gouvernement socialiste. Un certain nombre d'entreprises et des milliards de dollars ont quitté la province. Selon ce conseiller en placements, le seul groupe pour lequel il a travaillé a représenté une perte de 17,000 emplois. Qu'on ne nous parle plus de ce programme de capital-risque présenté par le gouvernement néo-démocrate du Manitoba.

Enfin, il est regrettable que le député de Winnipeg-St. James n'ait pas parlé du gouvernement néo-démocrate du Manitoba ni expliqué ce que les gouvernements provinciaux peuvent faire s'ils prélèvent des impôts régressifs sur les employés et alourdissent le fardeau des entreprises. Ce genre de choses influe sur le chômage parmi les jeunes et les personnes plus âgées, hommes ou femmes. Voilà le point faible de la motion à l'étude.

D'autres députés néo-démocrates prendront certainement la parole cet après-midi. J'espère qu'ils feront des observations et des propositions utiles à la Chambre. J'espère qu'ils feront savoir à leurs homologues manitobains qu'ils doivent supprimer cet impôt régressif sur les charges sociales qui a imposé un véritable fardeau aux entreprises manitobaines. Tant que cet impôt sera en vigueur, il n'y aura d'emplois ni pour les jeunes ni pour quiconque.

**M. Keeper:** Monsieur le Président, j'ai une question à poser au député de Winnipeg-Assiniboine (M. McKenzie). J'aimerais connaître son avis sur deux points. Il n'a cessé de critiquer le gouvernement manitobain au lieu du gouvernement libéral fédéral. Je suis choqué de voir un député conservateur ne pas s'en prendre du tout au gouvernement libéral lorsqu'il parle d'impôt sur les salaires, surtout lorsqu'un gouvernement manitobain a adopté cet impôt à la suite de la diminution des paiements de transfert du gouvernement fédéral. Je suis sidéré de voir que ce député conservateur préfère s'attaquer aux néo-démocrates mais qu'il omet de signaler . . .